



# Contre le belloscepticisme

Alain Brossat  
paru dans lundimatin – janvier 2020

*Cette brochure et d'autres sont disponibles sur [tarage.noblogs.org](http://tarage.noblogs.org)*

c'est-à-dire d'avoir l'intuition de sa possibilité même – non pas en général mais *pour nous*. Et c'est ici que se dessine le cercle vicieux où l'on voit cet éloignement produire à son tour les conditions de notre totale impréparation à l'irruption de la guerre dans notre propre sphère d'expérience, d'appréhension intellectuelle et de jugement politique. Toutes les situations dans lesquelles s'accumulent les signes annonciateurs d'une guerre ne débouchent pas nécessairement sur l'éclatement d'une guerre, mais inversement, malheur à qui se sera laissé leurrer par le confort des paix en trompe-l'oeil.

la guerre comme dimension pourtant (de plus en plus) manifeste de notre actualité historique.

On pourrait appeler ça une forme de maladie infantile du (néo)communisme, comme disait l'autre – un communisme qui, à force de se détourner de l'histoire comme milieu de la politique révolutionnaire, perd toute consistance proprement politique pour cultiver les incantations - référence toute obsolète, objecterez-vous sans doute, en un âge où les Lumières définitives se trouvent consignées dans les œuvres complètes de Frédéric Lordon, Serge Quadrupani et de l'Invincible Comité (LOL).

Essayez-vous par exemple à trouver dans l'Amérique latine d'aujourd'hui quelque emploi que ce soit à la chaîne d'équivalences passe-partout selon laquelle, pour les peuples (et en particulier la plèbe) du monde, l'opresseur capitaliste états-unien et l'opresseur capitaliste chinois, c'est du kif – ceci dans un temps où, à la vague dite « rose » succèdent, à l'échelle du sous-continent entier, des clones de Trump (Brésil), des suprémacistes blancs et de la droite dure en phase avec les faucons de l'administration américaine (Colombie, Bolivie), des ultra-libéraux inspirés par le FMI et la Banque mondiale, sans parler des putschistes amateurs directement branchés sur la CIA (Venezuela)... Dans cette configuration sous-continentale, le supposé hégémonisme chinois demeure une notion des plus nébuleuses tandis que le retour en force de l'hégémonisme étatsunien dans son ancienne arrière-cour est, en revanche, une réalité bien tangible. Par comparaison, en Asie orientale et en Asie du Sud-Est, la Chine n'exerce d'emprise directe sur aucun Etat ou gouvernement – à l'exception, peut-être, du Laos. Même la Corée du Nord échappe distinctement à son emprise, même si elle en est dépendante sur le plan économique. Nombre d'entre eux lui sont, en revanche, hostiles à des degrés et dans des formes diverses (Japon, Vietnam, Taiwan...).

D'une certaine façon, les guerres, quand elles surviennent, nous tombent toujours dessus à la verticale et de manière inopinée, elles nous plongent dans un état de sidération tant elles bouleversent tant notre existence quotidienne que nos perceptions et nos représentations. Plus la guerre s'est éloignée durablement de notre champ d'expérience propre et plus il nous est difficile d'y « croire »,

*« Vus de tout près, les hommes ont leurs raisons d'agir ; mais l'addition de celles-ci laisse bientôt deviner d'autres mobiles, plus convaincants, que le détail des êtres n'a pu qu'ignorer. Ce sont pourtant ces forces qui semblent avoir guidé les masses humaines vers les trous de Verdun... »*

*Eric Vuillard, La Bataille d'Occident*

**I**l y a un belloscepticisme comme il y a un climatoscepticisme, et qui n'est pas moins désastreux que ce dernier, même s'il est d'une espèce un peu différente.

Le belloscepticisme ne se place pas sous le régime du déni actif et péremptoire de l'impossibilité de la guerre aujourd'hui, comme font les intégristes du climatoscepticisme lorsqu'ils affirment que le réchauffement climatique est une vue de l'esprit. Le belloscepticisme qui exerce ses effets aujourd'hui, dans le Nord global, tout particulièrement, ressemblerait plutôt à ce qu'on pourrait appeler le climatoscepticisme *de facto* de ceux-celles qui ne doutent pas que la fonte des glaces aux pôles est à mettre en rapport avec les conséquences de la production industrielle, avec développement exponentiel des systèmes de communication, les formes de consommation d'énergies fossiles, (bref le mode de vie adopté par la majorité des habitants de la planète) - mais qui, pour autant, ne changent rien à leurs habitudes et continuent à polluer, consommer, se déplacer (etc.) comme s'ils ne « savaient pas ».

En fait, « nous sommes tous climatosceptiques », statuait un jour un spécialiste lucide et désenchanté. De la même façon, on pourrait être porté à dire qu'au fond, « nous sommes tous bellosceptiques », quand bien même nous prêterions une oreille distraite aux informations qui nous parlent de guerres locales et plus ou moins lointaines, assistons en spectateurs vaguement inquiets à la montée des tensions entre les Etats-Unis et l'Iran, comme nous le ferons demain quand Kim Jong-un adressera un nouveau bras d'honneur à son « ami » Trump... La disposition d'esprit qui correspond au belloscepticisme, c'est *la distraction* – nous entendons des bruits de bottes et des raclements de sabres, nous voyons bien que la guerre en Syrie et en Irak pourrait se rallumer à tout

instant et embraser le Proche-Orient – *mais nous n’y prêtons pas plus d’attention que ça*.

Il y a à cela deux raisons au moins.

La première est que le Nord global en général et le « cap » ouest-européen en particulier ont connu, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale un état que, plutôt que de « paix », l’on devrait qualifier de « non guerre », non conflit armé. Lorsque des conflits se sont allumés en Europe, cela a été sur ses « bords » - en ex-Yougoslavie ou bien en Ukraine - sur ce que les Européens de l’Ouest et les « Occidentaux » en général perçoivent comme des confins un peu incertains du Nord global. Cet état des choses a développé chez ceux qui *l’habitent* un sentiment immunitaire – ce n’est pas une conviction fondée sur un raisonnement ou une connaissance qui se voudrait assurée, c’est une sensation qui, dans la durée, s’est affermie en une sorte de certitude ou d’intuition solidement établie : la guerre, c’est pour les autres, c’est chez les autres, la guerre, c’est les nouvelles d’ailleurs, des images d’horreur et de terreur, ce dont nous sommes dissociés en tant que cela fait spectacle et ne nous affecte pas directement. D’où le sentiment de sidération qui saisit les populations de ces espaces lorsque des stridences de *guerre réelle* viennent les frapper – le 11 septembre à New York, le Bataclan à Paris...

La seconde raison est liée au fait que nos facultés imaginatives ne sauraient se tenir à la hauteur des formes que prendrait la guerre totale aujourd’hui, avec, notamment, l’emploi des armes nucléaires. C’est un problème qui n’a rien de récent, Günther Anders l’a longuement analysé dans ses réflexions sur le monde (l’époque) d’après-Hiroshima-Nagasaki. Si la notion tout à fait abusive de l’« équilibre de la terreur » sur fond de course folle aux armements nucléaires, au temps de la guerre froide et des superpuissances a pu trouver crédit aux yeux du public, dans le Nord global, c’est bien sûr du fait de ses vertus *tranquillisantes*.

Là où nos capacités imaginatives échouent absolument face à la notion même d’un affrontement nucléaire aujourd’hui, nous sommes portés à avaler d’autant plus volontiers l’opium de la « dissuasion nucléaire ». Et c’est exactement dans le même sens que

capitalistes » qui y sont aux prises, mais bien à dénoncer et affaiblir les auteurs de guerre dans nos propres pays, à entrer en lutte contre la machine de guerre néo-impériale.

C’est qu’en effet il ne tarderait pas à se vérifier en une telle occasion, quel que soit le théâtre de la crise et l’ennemi de l’humanité (de la démocratie, des droits de l’homme...) que se sera, alors, choisi Trump ou l’un de ses clones (de ses drones à visage humain), que l’Europe politique, dans un contexte de crise internationale, ne saurait désormais être, *in fine*, que la cinquième roue de la charrette états-unienne ; ceci tout particulièrement dans l’hypothèse d’un conflit opposant les Etats-Unis à la Chine ou à la Corée du Nord. A ce titre, nous, Européens, ne serions pas moins que d’autres *embarqués* par une telle guerre et aurions à résister de toutes nos forces à ce qui nous y engloberait dans une très distincte opération de restauration durable de l’hégémonie, dans sa forme impériale issue de la Seconde Guerre mondiale.

Il suffit de se déplacer vers d’autres continents, d’autres latitudes pour percevoir la vacuité de la rhétorique qui spéculer sur les chaînes d’équivalences entre Etats capitalistes, puissances capitalistes brutales et prédatrices, entre démocratie de marché et post-socialisme autoritaire, etc. . Le principe général d’universelle et égale nocivité de ces régimes, quelles qu’en soient les particularités, les matrices, les trajectoires (les destins historiques respectifs), dès lors que l’étiquette « capitaliste » peut leur être collée dessus, ce principe *n’est pas une idée politique*. Ce n’est qu’un tour d’agitation destiné à s’éviter la peine de se colleter avec des trajectoires historiques et culturelles, des situations, des configurations, des dynamiques en cours, des événements singuliers – une façon de coller au présent dans ses formes les plus immédiates et, pour toute politique, de célébrer le culte de tout ce qui bouge et fait du bruit. L’incapacité de se projeter vers l’avant, d’anticiper, d’envisager les conséquences de changements brusques de la situation - ce que serait par excellence un affrontement armé mettant aux prises les Etats-Unis avec son ennemi électif du jour – est ce qui caractérise ce culte de l’instant et ce fétichisme de formes d’affrontement ou de résistance aux pouvoirs dont on voit bien aujourd’hui que la contrepartie est l’évitement de toute réflexion sur

continu, patient, fondé essentiellement sur le potentiel économique, financier, la logistique, la communication et une diplomatie d'accompagnement affable de cet allongement de leurs « routes » (d'où l'importance cruciale du milieu maritime) et de l'accroissement de leur présence sur tous les continents. Ils se tiennent soigneusement à l'écart des foyers de guerre où leurs intérêts ne sont pas directement en jeu - l'Irak, la Syrie - et ne s'engagent pas dans le conflit opposant les Etats-Unis à l'Iran. Toute perspective d'engagement dans un conflit armé excédant la dimension d'une opération de police conduite sur leurs confins contre un adversaire de peu de poids va rigoureusement à l'encontre de leur vision stratégique du « Make China Great Again » et des moyens par lesquels ils envisagent non pas la conquête du monde (comme les Etats-Unis ont « conquis le monde » après la Seconde Guerre mondiale), mais l'accession à la position de premier plan qu'ils estiment revenir à leur pays et leur civilisation dans le monde.

La Chine est une puissance ascendante qui ambitionne d'accéder au premier plan, sa croissance est assurément indissociable d'une espèce de capitalisme qui emprunte ses recettes et ses formes au pire du capitalisme occidental – cela ne suffit pas à effacer les traits propres à son histoire, notamment l'événement fondateur de cette souveraineté d'aujourd'hui – la révolution chinoise de 1949 et la dynamique qui y a conduit. Cela ne fait en rien de la Chine « capitaliste » d'aujourd'hui une machine de guerre et de destruction équivalente à celle que constituent les Etats-Unis – rien qui, dans l'histoire contemporaine de la Chine puisse se comparer à l'intervention « américaine » au Vietnam, la destruction de l'Irak...

Dans toute configuration guerrière susceptible de se former aujourd'hui, à l'occasion d'un conflit enchaînant sur une provocation, un coup de bluff, un geste inconsidéré de Trump ou un calcul de l'un de ses sbires ou ses clients, l'urgence, dans les pays du Nord global, serait, plutôt qu'assister au spectacle sur nos écrans de télé (la guerre-CNN, comme pendant les guerres d'Irak) de *s'activer au développement d'un puissant mouvement anti-guerre*, comme celui qui prit corps durant la guerre du Vietnam. Un tel mouvement se devrait en premier lieu de tenir une position, laquelle ne saurait consister à renvoyer dos à dos les également détestables « Etats

l'on entend aujourd'hui tant de bons esprits statuer d'un air assuré qu'une guerre entre la Chine et les Etats-Unis est aujourd'hui impossible du fait même de l'imbrication des puissances respectives, financières et économiques, des deux Etats... Mais ce n'est pas ainsi que les choses se passent : dans les sociétés où s'est imposé le paradigme de la rationalité instrumentale, les guerres éclatent *en dépit* et à l'encontre de l'ensemble des facteurs et des dispositifs qui sont censés les empêcher d'éclater, voire de les rendre « impossibles ». Nos contemporains qui se bercent de l'illusion qu'un conflit armé opposant les Etats-Unis à la Chine, de quelque forme ou intensité qu'il soit, du fait de l'interdépendance de leurs économies et systèmes financiers respectifs, ne font jamais que répéter, aux conditions d'une époque différente, l'erreur fatale de ceux qui, à la veille de la Première Guerre mondiale, déclaraient celle-ci impossible du fait même que dans l'instant où les gouvernements des puissances capitalistes européennes décrèteraient la mobilisation générale, les partis ouvriers lui opposeraient la grève générale<sup>1</sup>.

Le problème n'est pas du tout que des conflits armés opposant des puissances de première grandeur seraient, dans notre époque, devenus impossibles soit du fait de la tournure apocalyptique que prendrait un tel affrontement (vu les moyens de destruction dont disposent les uns et les autres), soit du fait que les économies capitalistes sont désormais trop étroitement imbriquées les unes dans les autres. Le problème est plutôt que « nous » sommes sans cesse portés à confondre *l'impensable* (ce que nous échouons à penser, à problématiser, ce devant quoi nous détournons le regard) avec *l'impossible*.

---

<sup>1</sup> Cette incrédulité face à l'actualité maintenue de la guerre totale est un trait de l'époque depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, comme si Hiroshima et Nagasaki avaient mis un point final à l'âge de la guerre totale, alors même que c'est exactement l'inverse qui est vrai : la destruction de ces deux villes nous fait entrer dans une nouvelle époque, celle que Günther Anders désigne comme « la situation nucléaire ». Alexander Kluge, au temps de la crise des fusées » (Persings étatsuniens contre SS 20 soviétiques), lorsque la Guerre froide jetait ses derniers feux, dit qu'il a réalisé le film *Krieg und Frieden* (*Guerre et paix*, 1982) précisément parce qu'il ne parvenait pas à croire à la possibilité d'une guerre dont, pourtant, les prémisses se dessinaient en Europe... Nous ne parvenons pas davantage à croire à la guerre dit-il, que, longtemps, nous nous refusons à croire à la disparition possible de nos parents – et pourtant, à la fin, ceux-ci meurent bel et bien.

Le fait que, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale aucun conflit direct n'ait opposé des puissances de première grandeur, que la course aux armements entre les Etats-Unis et l'Union soviétique n'ait pas débouché sur une confrontation directe entre ces deux superpuissances mais sur l'effondrement de la seconde, que les tensions actuelles entre les Etats-Unis et la Chine demeurent, jusqu'à présent, en deçà de l'incident armé, qu'en Europe occidentale les ennemis héréditaires de jadis et naguère cohabitent aujourd'hui dans un ensemble plus ou moins intégré – tous ces facteurs relèvent de la description d'une situation, elle-même constamment changeante, mais *ils n'administrent la preuve de rien*.

Il est vrai que ce qui a fait époque, depuis la défaite de l'Allemagne et du Japon, c'est l'établissement, dans le Nord global, d'espaces durablement immunisés contre ces formes d'affrontements armés (entre Etats-nations ou coalitions d'Etats-nations) qui, à deux reprises, au XX<sup>e</sup> siècle, ont laissé ces mêmes espaces exsangues. Ce n'est pas que la guerre s'est trouvée bannie, c'est qu'elle s'est trouvée projetée, déplacée vers d'autres espaces dans lesquelles elle a prospéré de plus belle – guerres décoloniales et post-coloniales, guerres impérialistes, guerres par procuration (*proxy wars*), conflits dits ethniques, etc. Ce n'est pas que les Etats-nations du Nord global ont renoncé à la guerre, qu'ils s'y opposeraient désormais par principe, éclairés par les désastres du XX<sup>e</sup> siècle. C'est plutôt que leurs machines de guerre et leurs appareils militaires se sont redéployés, que les emplois de ceux-ci ont été reconfigurés – ils sont désormais au service de la lutte planétaire pour la défense de l'hégémonie, sur des fronts mouvants en multiples, qui vont de l'Afghanistan au Mali en passant par l'Irak et la mer de Chine. Le belloscepticisme qui crée l'aveuglement ambiant sous nos latitudes quant aux formes des guerres qui s'annoncent trouve sa source également dans ce déplacement. Notre entendement de l'ensemble des questions liées à cet enjeu est totalement biaisé, placé qu'il est sous l'emprise de notre condition immunitaire, entendue comme condition régionale, locale et qui, comme toujours, tend à se prendre pour la généralité, pour la règle<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Aux dernières heures de l'ère Obama, Naoki Sakai, l'*alter ego* de Jon Solomon, auteur d'un intéressant article récemment publié sur *lundimatin*, pronostiquait avec assurance « la fin de

guerre que sa matrice destine à détruire et asservir l'Europe entière, voire au-delà, à supposer que sa synergie avec le régime militariste japonais ait trouvé son principe d'efficacité maximale. Le régime de terreur de Staline était, sur ce point particulier (et essentiel) tout à fait différent – ce n'est pas pour rien qu'il avait mis en veilleuse le mot d'ordre messianique de la révolution mondiale.

Il en va, toutes choses égales par ailleurs, de même aujourd'hui : le régime chinois n'incarne pour la plèbe du monde, aucune espèce d'espérance ou d'alternative aux régimes capitalistes à l'occidentale (les démocraties policières de marché)<sup>6</sup>. Mais il n'est en aucun cas, pour autant, une machine de guerre comparable et moins encore équivalente à ce que sont, substantiellement, les Etats-Unis. Ces derniers sont, d'une manière toujours plus pressante et visible pris dans un *double bind* : plus ils sont dans l'incapacité de maintenir en l'état leur système de domination et plus la défense de l'hégémonie (laquelle demeure pour eux un horizon absolument indépassable) se doit de passer par *la promotion du chaos, des tensions, des crises* – un recours, un expédient qui, à un moment ou un autre, appelle l'affrontement armé, la guerre.

L'accroissement de la puissance chinoise, sa projection vers de nouveaux espaces à l'échelle de la planète relève d'une tout autre logique ou mécanique – le modèle Routes de la Soie, *Belt and Road initiative* qui inclut toutes sortes de calculs et de scénarios – mais en aucun cas la guerre. Les dirigeants chinois qui, eux, ressemblent beaucoup plus aux hommes d'Etat et élites politiques traditionnels (à l'occidentale) qu'à Trump – en ce sens que leur action et leur stratégie sont dictées par des calculs rationnels d'intérêt plutôt que par des impulsions, des coups de sang et des velléités – envisagent l'accroissement de leur puissance comme un processus

<sup>6</sup> Ceci étant dit et répété à l'adresse de quelques lecteurs pressés et expéditifs : je ne soutiens en rien l'Etat et le régime chinois (pas davantage que tout autre) et quand je dis, comme je l'ai fait dans un précédent texte que la politique néo-coloniale et le suprémacisme han mis en œuvre au détriment des Ouïgours, c'est l'intolérable, je m'expose en connaissance de cause à me faire réexpédier à Paris ou Taipei, la prochaine fois que je me rendrai en Chine continentale. Or, il m'importe de m'y rendre pour pouvoir en parler, contrairement à ceux qui statuent avec assurance sur le cours de l'histoire du monde du haut de leur clocher. Je ne suis pas en rien un compagnon de route du régime chinois, mais je ne me lasse pas de débiter les plis occidentalocentriques voire néo-impériaux d'une certaine critique de supermarché de « la Chine ».

les mouvements surgis sur le pourtour de la planète, une célébration de l'effervescence généralisée qui constitue le plus pauvre des substituts à une pensée de la guerre.

Ce point aveugle constitue la prémisse de la plus assurée des faillites politiques et des effondrements de la pensée radicale ou révolutionnaire, de l'inspiration communarde, le jour où les machines de guerre entreront en action ; où les Etats-Unis et Israël entreprendront de faire tomber le régime iranien en le contraignant à un affrontement armé perdu d'avance pour lui, où les Etats-Unis créeront les conditions d'une crise majeure dans la péninsule coréenne, où ils entreprendront d'administrer une « leçon » à la Chine, que ce soit à propos des îlots disputés en mer de Chine méridionale, de Taïwan ou, pourquoi pas, de Hong Kong.

Ce ne seront pas, ce jour-là, les (très mauvaises) raisons qui manqueront aux mouvementistes du Nord global pour statuer qu'aussi bien, les ayatollahs étant ce qu'ils sont (obscurantistes et brutaux), le « dictateur nord-coréen » étant ce qu'il est (mégalomane et despotique), les « autocrates de Pékin » de même (très méchants avec les Ouïgours et la jeunesse hongkongaise), l'urgence est d'adopter en la circonstance la position consistant à n'en avoir aucune et à compter les points en attendant que les armes se taisent.

Adopter un tel parti (si l'on peut dire), s'en tenir à de telles dispositions, cela revient évidemment à réserver sa place dans le fourgon de queue du train blindé conduit par le Docteur Folamour du moment ; à ne marquer aucun écart avec les croisés de l'hégémonie reformés alors en Union sacrée. Ici encore, même si les rapprochements historiques ont toujours leurs limites et boitent tant soit peu, il n'est pas mauvais de se rappeler les débuts de la Seconde Guerre mondiale : aussi peu avenant que fût le régime stalinien, il n'était pas tenable, en juin 1941, lorsque la Wehrmacht envahit l'URSS, de ne pas occuper une position face au conflit. Une fois que l'on aura statué, conformément aux canons les mieux établis de la science politique, que les régimes hitlérien et stalinien étaient l'un et l'autre « totalitaires », que l'on aura établi un signe d'équivalence entre eux à ce titre, demeurera dans l'angle mort de cette typologie un facteur essentiel : le régime nazi est une machine de

C'est au point qu'on voit actuellement prospérer, dans le climat collapsologique ambiant, dans toutes ses versions, *soft* et *hard*, journalistiques et philosophiques, toutes sortes de diagnostics et de pronostics parcourus d'intensités apocalyptiques, qu'il y soit question d'enjeux environnementaux ou biopolitiques, de l'évanouissement de l'Etat ou de l'irrésistible montée des « populismes », mais dont le trait commun est d'inscrire dans un angle mort la plus immédiate et tangible des figures de la catastrophe qui se dessine sur notre ligne d'horizon – le risque d'un conflit armé opposant des puissances qui, pour disposer de moyens inégaux, n'en sont pas moins détentrices de moyens de destruction dépassant de très loin tout ce qui a pu être mis en œuvre au cours de la Seconde Guerre mondiale. L'idée approximative mais assurément tranquillissante selon laquelle l'accession de plus en plus fréquente aux plus hautes fonctions de chiens fous ou enragés à la Trump, Bolsonaro, Salvini... dans les démocraties libérales serait en quelque sorte compensée voire annulée par une sorte de main invisible de l'Etat et de son administration composée d'élites rationnelles et professionnelles, cette idée ne repose que sur des présomptions immunitaires que rien de probant ne vient étayer – ce n'est pas *juste pour le show* qu'il est apparu par deux fois, au cours de l'actualité récente, que les Etats-Unis étaient sur le point de se lancer dans une guerre d'agression contre l'Iran. Cette guerre, d'ailleurs, les dirigeants israéliens la souhaitent ardemment et ils ne ménageront aucun effort pour en créer les conditions. Sous Trump, au demeurant, une partie de la haute administration étatsunienne est ouvertement belliciste et appelle de ses vœux, à l'image du théoricien de la bande, John Bolton, des opérations destinées à *rappeler qui est le maître* soient lancées en direction de l'Iran, la Chine, la Corée du Nord.

Contrairement à ce que l'on imagine souvent, cette orientation ne heurte pas de front la perspective définie par le slogan qui assura le succès de Trump, « America first ». C'est précisément parce que les Etats-Unis n'ont plus les moyens d'assurer le maintien en l'état

---

la Pax Americana ». Ce qu'il omettait alors de préciser, c'est que cette nouvelle supposée heureuse constituait le prélude non pas au démantèlement du système hégémonique mais bien plutôt à *Bellum Americanum* dont les prémisses s'amoncèlent dans le présent – un exemple typique de cet angélisme de « la crise » de la domination dont se nourrit en permanence le belloscepticisme.

du dispositif général de la *Pax Americana*, mis en place progressivement après la Seconde Guerre mondiale (avec tous les investissements et les formes de présence directe que celui-ci suppose), qu'il leur faut désormais accompagner le mouvement de repli de démonstrations de force destinées à rappeler qu'aujourd'hui comme hier, la puissance militaire étatsunienne demeure sans égal ni rival. La fin de la *Pax Americana* diagnostiquée par certains ne s'apparente en rien à un démantèlement du dispositif hégémonique, et moins encore à un effondrement du système hégémonique, sur le modèle de ce qu'a été l'effondrement du bloc (et du monde) soviétique.

Les facteurs qui tendent à miner la puissance économique des Etats-Unis, au point qu'aujourd'hui la Chine fait, dans ce domaine, à peu près jeu égal avec celle-ci, voire commence à lui damer le pion dans des domaines stratégiques (d'où l'exemplarité de l'affaire Huawei), ou bien encore tous les phénomènes de délitement de la société et de l'espace étatsuniens qui s'accroissent sous nos yeux – tout ceci, plutôt que préluder à une quelconque « chute de l'empire américain », ne fait que mettre à nu la matrice de cette puissance, dans sa continuité historique – *une machine de guerre*<sup>3</sup>.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, celle-ci est parfaitement en état de se maintenir voire de se renforcer tandis que se multiplient, par ailleurs, les manifestations de crise et de déclin qui taraudent aussi bien les institutions politiques que les formes de vie collective, la vie spirituelle de cet ensemble. Une observation qui conserve toute sa pertinence quand on l'applique au clone moyen-oriental des Etats-Unis, Israël – une société à vau-l'eau et une machine de guerre en pilotage automatique, *et qui prospère sous ce régime*.

<sup>3</sup> J'emploie ici l'expression « machine de guerre » dans un sens différent du sens que Deleuze et Guattari donnent à cette expression – ils opposent la « machine de guerre » aux appareils militaires, alors qu'ici s'impose l'indistinction entre ce qui constitue la dynamique guerrière et conquérante de la machine qu'est cette Amérique-là, toujours en guerre, toujours en quête d'un ennemi, et la croissance de son appareil militaire. Cette machine de guerre élémentaire est intégralement militarisée. Les Etats-Unis sont un « monde » intrinsèquement militariste. Patriotisme (la bannière étoilée exposée sur le perron des maisons individuelles), militarisme et culte des armes à feu forment aux Etats-Unis une indissociable trinité. Voir sur ce point le cinéma de Clint Eastwood.

la question de la guerre. Dans le Nord global, les philosophes, comme les autres, ont été embarqués par l'illusion immunitaire. Nous avons désormais de la philosophie des animaux (tant qu'on en veut), des arbres, des minéraux, de la philosophie de l'environnement dévasté et de la fin du monde annoncée qui va avec, de la philosophie des genres et des espèces – mais de la philosophie de la guerre, il n'y en n'a plus, elle s'est dissoute dans le paradigme communicationnel et la fin de l'Histoire entendue comme démocratisation du monde.

Nos marxistes eux-mêmes ne pensent plus la guerre et il ne leur viendrait pas grand chose à l'esprit si un conflit armé éclatait entre les Etats-Unis et la Chine<sup>4</sup>. Quand Jaurès ciselait sa célèbre formule : « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », il inscrivait la possibilité de la guerre dans le présent, il pensait la guerre comme une dimension de l'époque – la suite a montré qu'il n'avait pas tout à fait tort. Or, la guerre n'est pas une généralité, une idéalité pure, elle prend toujours une tournure singulière dans une configuration particulière, mettant aux prises des protagonistes distincts, créant un champ de l'affrontement dans lequel ceux-elles qui entendent se tenir à la hauteur de leur actualité sont sommés de tenir une position<sup>5</sup>.

Ce qui s'est substitué, du côté de la tradition communiste, post-marxiste, mais aussi bien de la tradition post-néo-anarchiste, à une pensée de la guerre, c'est une rhétorique vague de l'anticapitalisme radical, agrémentée de chaînes d'équivalences paresseuses et impensantes – tous les régimes capitalistes se valent, oppresseurs, violents et impopulaires qu'ils sont, de New York à Pékin, tous, à l'aune des mouvements qui les défient et en dénoncent le caractère antipopulaire et policier, sont à mettre dans le même sac. Telle est la dent creuse qui inspire la mise en équivalence de tous

<sup>4</sup> Au XX<sup>e</sup> siècle, la question de la position à prendre face aux guerres à venir ou en cours occupait une place de choix dans les débats qui agitaient les groupes et partis se réclamant du marxisme, de tout poil, ceci de la Seconde à la Quatrième Internationale(s).

<sup>5</sup> On trouve bien, dans les espaces académiques, toute une *tribu schmittienne*, consistante autant que dispersée, mais dont l'ambition n'est pas tant de penser le présent aux conditions des catégories forgées par cet éminent penseur de la guerre rallié au nazisme, mais plutôt de réduire sa pensée aux conditions d'un savoir universitaire, de la normaliser, la rendre « enseignable » et, à ce titre, *salonfähig*, fréquentable. Les *experts en schmitterie* d'aujourd'hui n'ont rien à nous dire de particulier sur les guerres qui font rage, pas davantage que sur celles qui viennent.



hantées par les idées fixes de l'ultra-libéralisme ou de l'Etat entreprise (*Corporate state*).

On ne discute plus. On n'a plus affaire, à des interlocuteurs légitimes, mais à des prétendants ou des gêneurs qui ne sont que des obstacles dressés sur le chemin de l'administration des affaires du monde par ceux auxquels il revient de droit, des ennemis déclarés ou dissimilés, donc - ou bien alors, des empêcheurs de « réformer » en rond englués dans « conservatismes » insupportables et qu'il importe de remettre à leur place une fois pour toutes. Le modèle de conduite qui tend à s'imposer ici est le même, en matière de relations entre gouvernants et gouvernés aussi bien qu'en matière de relations entre les gérants de l'hégémonie et d'autres puissances ou souverainetés - c'est un modèle décisionniste, un modèle de guerre : y prévalent l'unilatéralisme, les rapports de force et ce qu'Axel Honneth appelle la politique du mépris – le protagoniste, l'« autre » ne fait l'objet que d'une reconnaissance *factice*. Ni sa position dans le monde, ni sa perspective, ni ses intérêts, moins encore ses droits et sa qualité de sujet rationnel ne font l'objet d'une reconnaissance effective. Ce dont il est question, et exclusivement, c'est de le réduire à nos conditions, le faire plier, de discréditer sa position, ses demandes et ses récits - et, en chaque occasion, de faire de cette opération un *exemple*, destinée à l'édification de tous les autres.

On voit bien comment, dans une telle situation, les dangers de ce que l'on pourrait appeler *une guerre par inadvertance* se multiplient. La politique du mépris est une politique de joueur de poker dans laquelle le bluff est omniprésent, mais toujours susceptible de se heurter aux dispositions d'un autre joueur de poker, également porté à jouer la carte de l'intimidation – or l'intimidation, lorsque sont en jeu des armes de destruction massives, nucléaires notamment, cela s'appelle *la terreur*.

L'un des nombreux problèmes que nous rencontrons lorsque nous tentons de répondre à des questions simples, à propos de notre actualité où en sommes-nous avec la guerre aujourd'hui ? , De quoi est faite la fausse paix dans laquelle nous vivons ? , A quoi pourrait ressembler la guerre qui vient ? ), c'est que *la philosophie de la guerre s'est volatilisée*, que la philosophie s'est détournée de

Toutes les rodomontades à propos de la crise agonique du capitalisme américain, tant en vogue parmi les néo-anarchistes et communards d'ici et d'ailleurs se profèrent sur fond d'un total aveuglement sur ce point : « la crise », sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, ce n'est pas la fin de la puissance militaire, ce serait plutôt le bain de jouvence du néo-militarisme états-unien. Ce n'est pas tant que l'appareil militaire s'émanciperait de l'appareil politique, c'est plutôt que, de façon croissante, les pulsions (pour ne pas dire les « logiques ») de la machine de guerre colonisent le domaine de l'action étatique, tendant, comme on le voit tous les jours, à transformer Trump en drone sur le point de fondre sur tel ou tel hyper-ennemi de l'Amérique, acharné à liquider le peu qui subsiste encore du droit international et de sa fonction modératrice de la conflictualité entre Etats.

Répéter *ad nauseam* que, pour des raisons multiples ni Trump ni l'administration étatsunienne ne *veulent* une guerre qui les opposerait à l'un des dits « Etats-voyous » avec lesquels ils rompent des lances, et moins encore avec le « prétendant » chinois, arguer du fait qu'une telle guerre ne va pas dans le sens de leurs intérêts – c'est ne pas comprendre ce qui est en jeu ici : ce ne sont pas des acteurs rationnels (qui inscrivent dans la durée calculs et prévisions, qui agissent stratégiquement), ce qui dicte l'action de ceux qui décident, à commencer par Trump et son entourage, ce ne sont plus essentiellement des calculs rationnels d'intérêt. Ce sont des impulsions et des intensités qui sont directement branchées sur la machine de guerre immémoriale et qui inscrivent les décisions dans un présentisme forcené – une politique au jour le jour, de coups de tête et de coups de gueule, mais aussi de passages à l'acte dont l'assassinat du général iranien Soleimani constitue l'exemple le plus récent.

La façon délibérée dont Trump s'affranchit du droit international, c'est précisément ce qui est destiné à frayer la voie à une politique de coups de force, de fait accomplis dans laquelle l'affirmation de la force repousse toute notion d'une législation à laquelle les puissances, quels que soient leurs intérêts en conflits, soient supposés faire allégeance ; et, aussi bien, toute notion d'arbitrage exercé par des instances internationales reconnues par la « communauté des nations ».

On peut dire que, d'une certaine façon, depuis que Trump a dénoncé unilatéralement l'accord sur le nucléaire iranien et que les Israéliens bombardent régulièrement des sites et positions tenus par des alliés de l'Iran, en Syrie notamment, *une guerre non déclarée, de basse intensité*, est bel et bien en cours entre l'Iran (et ses alliés non étatiques sur le terrain) d'une part et, de l'autre, les Etats-Unis et Israël ; une guerre d'intensité variable et susceptible de changer d'échelle à chaque instant, ponctuée de stridences, « pics » et épisodes déjà nombreux dont la liquidation du général iranien ne constitue qu'un énième épisode et dont la caractéristique commune est que chacun d'entre eux pourrait, aurait pu, constituer en soi un facteur suffisant pour que cette guerre rampante se transforme en affrontement direct et massif. On a là un cas d'école où se manifeste de façon flagrante notre incapacité (bien davantage qu'une réticence) à *nommer la guerre* – on ne veut voir que les épisodes, au jour le jour, séparément, on ne veut pas prononcer le nom de ce qui se donne à voir dans l'enchaînement de tous ces « incidents » - car en dire le nom, ce serait s'obliger à en penser les conséquences. On se tient en retrait, en deçà de ce qui convoque ici l'intelligence de la situation, de ce qui demande à être nommé comme propriété de ce présent : on ne sait plus appeler un chat un chat, une guerre une guerre.

S'affranchir du droit international et traiter comme les instances d'arbitrage comme quantité négligeable, ce fut, au XX<sup>e</sup> siècle, le jeu des pouvoirs autoritaires qui se préparaient à des guerres de conquête – Mussolini, Hitler et leurs émules. Il y a, au delà des vociférations, dans la façon dont Trump piétine toutes les règles, cultive le fait accompli, se donne les mains libres pour pratiquer une politique dont le fondement est que la force crée le droit, *un parfum de tout cela* – mais à une différence capitale près : lorsqu'il envahit la Pologne puis la Hollande, la Belgique et la France, pilonne l'Angleterre puis prend le risque d'ouvrir un second front, à l'Est, en attaquant l'URSS, Hitler pense et agit en stratège. Il s'avère, au bout du compte, qu'il a surestimé ses forces et sous-estimé notamment, la puissance militaire des Etats-Unis qui vont écraser son allié japonais – mais il n'agit pas par simple impulsion, il calcule et inscrit ses projets de conquête et de constitution d'une nouvelle hégémonie placée sous la houlette du III<sup>e</sup> Reich dans la durée. Son

grand dessein suprémaciste glace le sang, mais il était distinct, ce qui donnait quelques prises à ceux qui y résistaient et s'y opposaient.

Le problème auquel nous avons à faire face aujourd'hui, c'est que la machine hégémonique est en pilotage automatique, qu'il n'existe plus, depuis belle lurette, de vrai projet ou de grand dessein hégémoniste. Les machines de guerre occidentales restent opératoires, elles « tournent », elles ne sont jamais en mal d'emploi, mais c'est chaque fois au coup par coup, par saccades et sans suite dans les idées – de l'Afghanistan à la Syrie, de la Libye au Sahel... Ce qui se substitue au grand dessein ou du moins au plan d'ensemble (on appelait jadis cela des « doctrines »), ce sont des motifs obsessionnels, des phobies, des crises paniques parfois – le terrorisme islamique, l'« hégémonisme chinois », le « dictateur nord-coréen », l'« expansionnisme iranien », etc.

Sous ce régime d'un *immédiatisme* hanté par le cauchemar d'un repli non pas organisé mais panique, se profile ce risque permanent : qu'un geste impulsif destiné à intimider ou terroriser telle ou telle des bêtes noires de cette Amérique-là débouche sur un enchaînement de violences armées dans laquelle s'engloutisse rapidement (comme ce fut le cas en Syrie) toute chance d'un apaisement du conflit par les voies habituelles de la négociation, de la diplomatie, de l'intervention de parties tierces, etc. Ce qui caractérise en effet le nouveau type d'homme d'Etat qu'incarne Trump (mais il tendrait ici à devenir la règle plutôt que l'exception), c'est, au delà de l'action dans l'urgence et sans suite dans les idées, son allergie et même son opposition de principe à toute espèce *d'esprit de négociation*, de recherche de voies médianes, de compromis, de positions d'équilibre.

Ces gens-là ne discutent pas – ils imposent leurs conditions (ou tentent de le faire), décrètent, alignent les faits accomplis – et y ajoutent l'écume de la communication la plus bruyante et cousue de fil blanc. Ceci est vrai dans le domaine des relations internationales comme dans celui des relations entre l'Etat et les populations. Trump déchire l'accord sur le nucléaire iranien comme nos propres gouvernants font du Thatcher quand ils s'efforcent de faire passer, sur le front intérieur, une de leurs fameuses « réformes »